

Arrêter la fuite en avant

La résolution du Parlement européen, votée le 13 janvier dernier, sur le Livre vert sur les services d'intérêt général de la Commission européenne (voir bulletin 144) est significative des difficultés d'émergence d'une politique réellement communautaire garantissant à chaque citoyen et résident de l'Union, tout à la fois l'exercice de ses droits fondamentaux, le développement de relations de solidarité et de cohésion, la promotion du modèle européen de société.

Les institutions européennes ne parviennent pas à dépasser les contradictions entre construire un marché avec comme seul outil la concurrence et la nécessité d'assurer une maîtrise publique de processus qui ne sauraient relever des seuls mécanismes économiques. Les services d'intérêt général (SIG) sont encore trop souvent considérés comme des techniques ou des instruments, alors qu'ils sont porteurs des droits de la personne, comme de lien social, d'inclusion et d'intégration. On trouve le même type de difficultés d'émergence d'une dynamique européenne dans la multiplication de textes proposés par la Commission européenne à l'approche de sa fin de mandat, en particulier à l'initiative des DG concurrence et marché intérieur : le projet de directive cadre sur les services (voir bulletin 144), qui risque d'aboutir à un dumping social et fiscal généralisé, sans prendre en compte les caractéristiques des SIG et la possibilité pour chaque collectivité de définir des objectifs propres ; les propositions déjà publiées sur le financement des SIG (voir ci-dessous), qui risquent d'empêcher toute conception d'ensemble en développant des séries d'exceptions ou d'exemptions partielles ; les avant-projets qui voudraient reprendre les perspectives d'exacerbation de la concurrence contenues dans le "non paper" de la DG concurrence du 12 novembre 2002 (voir bulletin 121). Même les propositions qui se veulent plus équilibrées, comme la consultation sur la directive temps de travail (bulletin 144), ne parviennent pas à proposer de véritables perspectives.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que l'on assiste au développement d'incompréhensions, de critiques et de rejets de la part des citoyens européens, à l'égard de politiques qui semblent engagées dans une sorte de fuite en avant libérale et plus généralement d'une intégration européenne qui paraît de plus en plus étrangère à leurs préoccupations. Poursuivre dans cette voie ne peut que mener à l'échec une Union européenne pourtant plus nécessaire que jamais.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

Compensations et aides d'Etat

Comme annoncé par le commissaire Monti en décembre dernier, la Commission a publié deux projets de communications sur l'appréciation des aides d'Etat, l'une sur les aides de faibles montants, l'autre sur les aides à faibles effets sur les échanges consultables aux adresses suivantes :

http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/other/lessen/fr.pdf .../...

Halt to the relentless pursuit

The European Parliament's resolution voted on 13th January, on the European Commission's Green Paper on Services of General Interest (see bulletin 144) is indicative of the prevailing difficulties in the emergence of a real Community policy which would, at the same time, guarantee each European citizen and resident, the exercise of fundamental rights, the development of solidarity and cohesion relations and the promotion of a European model of society.

European institutions are having difficulties in overcoming contradictions between, on the one hand, constructing a market with competition as its only tool and, on the other, the necessity to ensure public control of the process which would be wholly dependent on economic mechanisms. Services of general interest are, too often, considered as mere techniques or tools, whereas, they are holder of personal rights as well as of social link, inclusion and integration. Emergence difficulties of the same nature are also prevalent for a European drive in the multitude of texts proposed by the European Commission as it approaches the end of its mandate, in particular texts proposed on the initiative of competition and internal market DGs: the framework directive draft on services (see bulletin 144), which could lead to a generalised social and fiscal dumping, without taking into consideration characteristics of SGI and the possibility for each local authority to define its objectives; proposals, already published, on the funding of SGI (see below), which could hinder the achievement of entirety by developing a series of partial exceptions and exemptions; pilot studies which intend to reconsider exacerbation perspectives of competition included in the "non paper" of the Competition DG dated 12th November 2002 (see bulletin 121). Even those proposals seeking a more balanced approach, such as the consultation on the directive concerning working time (bulletin 144) are not capable of bringing forth real perspectives.

It is not surprising, therefore, in such circumstances, to see developing an attitude of incomprehension, criticism and rejection amongst of European citizens, concerning policies which seem to be engaged in a kind of liberal relentless pursuit and more generally, in a European integration which seems more and more distanced from their preoccupations. Forging in this direction could result in a failure of the European Union at a time when such a Union is most needed.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

Compensations and State aid

As announced by Commissioner Monti, last December, the Commission has published two communication drafts on the assessment of State aid, the first concerns State aid for small amounts whilst the second concerns State aid whose effect on trade exchange is small, both drafts are available at the following sites:

http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/other/lessen/en.pdf .../...

Social

♦ **Conseil de Galway (Irlande)**: Réunis en Conseil informel, le 16 janvier 2004, les ministres des affaires sociales et de l'emploi de l'Union élargie ont échangé leurs idées sur la communication de la Commission "Moderniser la protection sociale pour des emplois plus nombreux et de meilleure qualité". Une approche globale pour rendre le travail rémunérateur". Selon la présidence, le Conseil s'est particulièrement intéressé aux mesures visant à prévenir le chômage et soutenir l'intégration sur le marché du travail pour les chômeurs et les inactifs, à renforcer le prolongement de la vie active en augmentant le taux d'activité des travailleurs et en élevant l'âge de sortie du travail, à la nécessité de réconcilier vie de famille et vie professionnelle. La présidence a annoncé une conférence commune avec la Commission en juin prochain.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/consultation_fr.html

♦ **Confédération européenne des syndicats (CES)**: Le secrétaire général de la CES, John Monks, a remis au Premier ministre irlandais, le 13 janvier dernier, le mémorandum par lequel elle lance dix tests sociaux, parmi lesquels on retiendra, notamment: la garantie d'un traité constitutionnel et démocratique, moderne et social; le lancement d'une procédure pour une directive cadre sur les services d'intérêt général, ou d'un moratoire sur la libéralisation.

Document consultable en anglais sur www.etuc.org

♦ **Comité des administrations locales et régionales**: Le 29^{ème} comité sectoriel sur le dialogue social dans les administrations locales et régionales a été lancé par la Commission européenne le 13 janvier 2004. Il est composé de membre de la Plate forme des employeurs du Conseil des communes et Régions d'Europe (CCRE) et de la section "autorités locales et régionales" de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). C'est le président du CCRE qui a été nommé président du nouveau Comité.

Energie

♦ La Commission a institué, le 1^{er} janvier 2004, une "Agence exécutive pour l'énergie intelligente (Journal officiel CE du 9 janvier 2004). L'Agence sera chargée pendant cinq ans de l'exécution budgétaire, du suivi technique et comptable des projets et de la diffusion et valorisation des résultats dans le cadre du programme pluriannuel "énergie intelligente pour l'Europe" (2003/2006) adopté par le Conseil le 26 juin 2003.

♦ La direction générale transport énergie (DG TREN) de la Commission européenne a adopté, le 15 janvier dernier, huit notes interprétatives sur les directives électricité (2003/54/CE) et gaz (2003/55/CE) relatives au marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel et sur le règlement 1228/03.

Ces notes sont consultables, en anglais, sur :

http://www.europa.eu.int/comm/energy/electricity/legislation/interpreting_notes_en.htm

Social

♦ **The Galway Council (Ireland)**: In an informal Council held on 16th January 2004, Social Affairs and Employment ministers from the wider Union exchanged views on the Commission's communication "Modernising social protection for more jobs and of better quality. A global approach to render employment more rewarding". According to the Presidency, the Council was particularly concerned with measures aimed to prevent unemployment and to help in bringing back into the labour market the unemployed and those without proper activity, support the extension of active life by increasing the activity proportion of workers and prolonging working life, the necessity to reconcile family and work lives. The Presidency has announced a joint conference with the Commission in June 2004.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/consultation_en.html

♦ **The European Trade Union Confederation (ETUC)**: The secretary general of the ETUC, John Monks, on 13th January 2004 submitted to the Irish Prime Minister a memorandum by which the Confederation is launching ten social tests, among which one notes, in particular: the guarantee for a constitutional and democratic treaty, modern and social; the launching of a procedure for a directive framework on services of general interest or for a moratorium on liberalisation.

The document is available in English at: www.etuc.org

♦ **Local and Regional communities Committee**: the 29th sectoral committee on social dialogue in local and regional communities was launched by the European Commission on 13th January 2004. It is composed of members from the Platform of employers of the Council of European Municipalities and Regions (CEMR), from the "local and regional authorities" section of the European Federation of Public Service Unions (EFPSU). The President of the CEMR was nominated President of the new Committee.

Energie

♦ On 1st January 2004 the Commission set up an "Intelligent Energy Executive Agency" (EC Official Journal of 9th January 2004). For five years the Agency will, implement the budget, make technical and accounts follow-up of projects and publish and enhance results within the framework of a programme running over several years, called "Intelligent Energy for Europe" (2003/2006), adopted by the Council on 26 June 2003.

♦ The Directorate General Energy and Transport (DG TREN) of the European commission, on 15th January adopted eight interpreting notes of directives on electricity (2003/54/CE) and gas (2003/55/CE) concerning the internal market for electricity and natural gas and on regulation 1228/03.

These notes are available, in English, at

http://www.europa.eu.int/comm/energy/electricity/legislation/interpreting_notes_en.htm